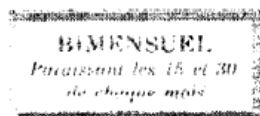


**JOURNAL OFFICIEL**  
DE LA  
**RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE**  
DE  
**MAURITANIE**



Traduction française

07 Rajab 1416  
30 Novembre 1995

37<sup>e</sup> année

N° 867

## Sommaire

### I - LOIS ET ORDONNANCES

### II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

#### Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

##### *Actes Réglementaires*

15 Novembre 1995 ..	Décret n° 169 95 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance de Brevets, veillé signé à Londres le 17 Juillet 1978 (STCW) ..	551
15 Novembre 1995 ..	Décret n° 170 95 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds International d'Indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) ..	551
15/11/1995 .....	Décret n° 171-95 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de bruxelles du 29 Novembre 1969 et a son protocole du 19 Novembre 1976. ....	551
15/11/1995 .....	Décret n° 172 95 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale pour prévenir les abordages en mer signé à Londres le 20 Octobre 1972 (COLREG 1972) ..	551

## Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

*Actes Divers*

05 Novembre 1995 ..	Arrêté n° 552 instituant une commission Administrative Paritaire. ....	552
---------------------	--	-----

## Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

*Actes Réglementaires*

7 novembre 1995 ..	Decret n° 95 049 autorisant la création d'une société à capital mixte ayant pour objet la mise en œuvre des travaux agricoles et ruraux, société d'économie mixte. ....	552
--------------------	---	-----

*Actes Divers*

14 juin 1995 .....	Arrêté n° R 1398 portant agrément d'une coopérative agricole des zones Tavrigh Zeina/ Guilane Hadji El Gharchi	551
15 juillet 1995 .....	Arrêté n° R 1365 portant agrément d'une coopérative agricole des zones Nady Amel/ Tutaane/Hodh El Gharchi.	552
02 novembre 1995 ..	Arrêté n° 544 portant agrément d'une coopérative agricole Barage Tamourt seige Aleg/ Brakna. ....	554
5 Novembre 1995 ..	Arrêté n° 386 portant nomination d'un chef de Service à la Délégation Régionale du Ministère du Développement de la Wilaya de l'Adrar. ....	554

## Ministère de l'Education Nationale

*Actes Divers*

14 Novembre 1995 ..	Decret n° 95 050 portant nomination de certains Fonctionnaires au Ministère de l'Education Nationale. ....	555
---------------------	--	-----

## Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports

*Actes Divers*

31 Octobre 1995 ....	Arrête n° 377 portant Titularisation d'un professeur licencié stagiaire. ....	555
8 Novembre 1995 ...	Arrête n° 387 portant nomination et Titularisation d'un Docteur en Médecine. ....	555
09 Novembre 1996 ..	Arrête n° 391 portant nomination et titularisation de deux Ingénieurs de l'Economie Rurale. ....	556
09 Novembre 1995 ..	Arrête n° 393 portant nomination et titularisation d'un administrateur des Régies Financières. ....	556
11 Novembre 1995 ..	Arrête n° 398 portant Régularisation de la situation administrative d'un Professeur licencié. ....	556
11 Novembre 1995 ..	Arrête n° 400 portant nomination et titularisation d'un Docteur en Médecine. ....	556
11 Novembre 1995 ..	Arrête n° 401 portant régularisation de la Situation d'un Fonctionnaire. ....	557
19 Novembre 1995 ..	Arrête n° 402 portant nomination et Titularisation d'un Technicien supérieur de Santé. ....	557
19 Novembre 1995 ..	Arrête n° 403 portant nomination et Titularisation d'un Docteur en Pharmacie. ....	557

## III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

## IV. - ANNONCES

## II. DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

## Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**DÉCRET n° 169-95 du 15 Novembre 1995 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance de Brevets et de veille de Londres du 17 Juillet 1978 (STCW).**

Vu la loi n° 95 - 019 du 19 juillet 1995 autorisant l'adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance de Brevets et de veille de Londres du 17 Juillet 1978 (STCW).

**ARTICLE PREMIER** - La République Islamique de Mauritanie adhère à la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance de Brevets et de veille de Londres du 17 Juillet 1978 (STCW).

**ART. 2** - Le présent décret sera publié au Journal Officiel suivant la procédure d'urgence.

**DÉCRET n° 170-95 du 15 Novembre 1995 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds International d'Indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL).**

Vu la loi n° 95 - 021 du 19 juillet 1995 autorisant l'adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds International d'Indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL).

**ARTICLE PREMIER** - La République Islamique de Mauritanie adhère à la convention internationale de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un Fonds International d'Indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL).

**ART. 2** - Le présent décret sera publié au Journal Officiel suivant la procédure d'urgence.

**DÉCRET n° 171-95 du 15/11/1995 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de Bruxelles du 29 Novembre 1969 et à son protocole du 19 Novembre 1976.**

Vu la loi n° 95 - 022 du 18 juillet 1995 autorisant l'adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de Bruxelles du 29 Novembre 1969 et à son protocole du 19 Novembre 1976.

**ARTICLE PREMIER** - La République Islamique de Mauritanie adhère à la convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de Bruxelles du 29 Novembre 1969 et à son protocole du 19 Novembre 1976.

**ART. 2** - Le présent décret sera publié au Journal Officiel suivant la procédure d'urgence.

**DÉCRET n° 172-95 du 15/11/1995 portant adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale pour prévenir les abordages en mer de Londres du 20 Octobre 1972 (COLREG 1972).**

Vu la loi n° 95 - 020 du 19 juillet 1995 autorisant l'adhésion de la République Islamique de Mauritanie à la convention internationale pour prévenir les abordages en mer de Londres du 20 Octobre 1972 (COLREG 1972).

**ARTICLE PREMIER** - La République Islamique de Mauritanie adhère à la convention internationale pour prévenir les abordages en mer de Londres du 20 Octobre 1972 (COLREG 1972).

**ART. 2** - Le présent décret sera publié au Journal Officiel suivant la procédure d'urgence.

### Ministère de l'intérieur des Postes et Télécommunications

#### ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° 0055 du 05 Novembre 1995 instituant une commission Administrative Paritaire*

ARTICLE PREMIER - Est créée au nom du Ministère de l'intérieur des Postes et Télécommunications une Commission Administrative Paritaire unique pour les corps qui lui sont rattachés, en application du 2° alinéa de l'article 27 du décret n° 94 087 du 14 Septembre 1994 fixant l'organisation et le fonctionnement des Commissions Administratives Paritaires.

ART. 2 - La Commission Administrative paritaire est composée de :

#### 1 - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

- Mohamed ould Abdellahi ould Raphe, Administrateur Civil, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, Président ;
- Mohamed Mahmoud ould Ahmed, Administrateur Civil, membre ;

#### 2 - REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Charles Le Bocar, Administrateur Civil, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, membre titulaire ;

Abdoul M. Baïry, Agent Auxiliaire, Directeur de la Protection Civile, membre titulaire ;

ART. 3 - Les membres de la dite commission exercent un mandat de trois ans renouvelables.

ART. 4 - Le fonctionnement de cette Commission est régi par les dispositions du décret n° 94 087 du 14 Septembre 1994 susvisé et celles du règlement intérieur type des commissions Administratives Paritaires.

ART. 5 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

#### ACTES REGLEMENTAIRES

*DÉCRET n° 95.049 du 7 novembre 1995 autorisant la création d'une société à capitaux public dénommée la société Générale des Travaux Agricoles et Ruraux, société d'économie mixte.*

ARTICLE PREMIER - Est autorisée conformément à l'article 12 de l'Ordonnance n° 90.09 du 4 Avril 1990 portant statut des établissements publics et des sociétés à capitaux publics et régissant les relations de ces entités avec l'Etat, la création sous forme de Société d'économie mixte, filiale de la Société Nationale pour le Développement Rural SONADER, la Société Générale de Travaux Agricoles et Ruraux (SOGETRAR).

ART. 2 - La Société a pour objet la réalisation de tous travaux et de toutes prestations en machinismes agricoles dans les domaines de :

- la création, la réhabilitation, l'extension et l'entretien de toute infrastructure rurale, collective et individuelle
- l'aménagement et la mise en valeur de toute exploitation agricole
- la réalisation de toute activité à caractère agricole et de tous travaux ruraux.

#### ART. 3 - MONTANT ET RÉPARTITION DU CAPITAL

a) Le Capital de la Société Générale de Travaux Agricoles et Ruraux est fixé à Deux Cent Millions d'Ouguiya ( 200.000 000 UM) et divisé en actions d'une valeur nominale d'un Millions d'Ouguiya, numérotées de 1 à 200. le capital est détenu à quarante pour cent (40 %) par les actionnaires privés et à soixante pour cent (60%) par la SONADER représentant l'Etat.

b) La participation de la SONADER au capital de la Société peut être souscrit soit en numéraire soit en apport en nature ( équipements, véhicules, engins, immeubles etc...).

La participation de la SONADER sera progressivement réduite par cession d'actions à de nouveaux actionnaires, exploitants agricoles et en particulier à des coopératives agricoles gestionnaires de périmètres irrigués jusqu'à concurrence de 34%.

#### ART. 4 - CONTRÔLE :

La société Générale des Travaux Agricoles et Ruraux est placée sous la Tutelle de la SONADER. Les comptes de la SOGETRAR sont assujettis aux contrôles institués par les dispositions de l'Ordonnance 90.09 du 4 Avril 1990 citée à l'article 1er du présent décret.

#### ART. 5 - ORGANES DÉLIBÉRANTS :

Les organes délibérants sont :

L'Assemblée Générale des actionnaires

Le Conseil d'Administration

Au sein des organes délibérants siègent :

Les représentants de la SONADER

Les représentants des tutelles techniques et Financières

Les représentants des actionnaires privés au prorata de leurs apports.

Les représentants de la société Nationale pour le Développement Rural (SONADER) tant en assemblée Générale qu'au conseil d'Administration de la Société Générale des Travaux Agricoles et Ruraux sont désignés par le Conseil d'Administration de la SONADER sur proposition du directeur Général.

Les représentants de l'Etat au sein du conseil d'Administration sont nommés par décret pris en conseil des Ministres sur proposition du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

Les représentants de l'Etat en Assemblée Générale sont nommés par Arrêté du Ministre des Finances.

La présidence du Conseil d'Administration est attribuée es-qualité au Directeur Général de la SONADER.

#### ART. 6 - L'ORGANE EXÉCUTIF :

L'Organe exécutif comprend un Directeur Général qui n'a pas obligatoirement la qualité de fonctionnaire.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

ART. 7 - Le Ministre du Développement Rural et le Ministre des Finances et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

*ARRÊTE n° R - 298 du 19 juin 1995 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée Tawragh Zeinal Tintanel Hodh El Gharbi.*

ARTICLE PREMIER. - La coopérative agricole dénommée Tawragh Zeinal Tintanel Hodh El Gharbi est agréée en modification de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67 - 171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93 - 15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2. - Le Service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du greffier du Tribunal de la Wilaya du Hodh El Gharbi.

ART. 3. - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° R - 365 du 15 juillet 1995 portant agrément d'une coopérative agricole dénommée Nady Amel/Tintanel Hodh El Gharbi.*

ARTICLE PREMIER. - La coopérative agricole dénommée Nady Amel/Tintanel Hodh El Gharbi est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67 - 171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93 - 15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2. - Le Service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du greffier du Tribunal de la Wilaya du Hodh El Gharbi.

ART. 3. - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 544 du 02 novembre 1995 portant agrément d'une coopérative agricole Barage Tamouart (ville Aleg/Brakna).*

ARTICLE PREMIER. - La coopérative agricole Barage Tamouart (ville Aleg Brakna) est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi n° 67 - 171 du 18 juillet 1967 modifiée et complétée par la loi n° 93 - 15 du 21 janvier 1993 portant statut de la coopération.

ART. 2. - Le Service des organisations socio-professionnelles est chargé des formalités d'immatriculation de la dite coopérative auprès du greffier du Tribunal de la Wilaya du Brakna.

ART. 3. - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 386 du 5 Novembre 1995 portant nomination d'un chef de Service à la Délégation Régionale du Ministère du Développement de la Wilaya de l'Adrar.*

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed Ould Haïmed Ingénieur de l'Economie Rurale, Mle 57221W est nommé chef de Service FAR à la Délégation Régionale du Ministère du Développement Rural et de l'environnement de la Wilaya de l'Adrar pour compter du 23 Août 1995.

ART. 3. - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère de l'Éducation Nationale****ACTES DIVERS**

**DECRET n° 95-050 du 14 Novembre 1995 portant nomination de certains Fonctionnaires au Ministère de l'Éducation Nationale.**

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés au Ministère de l'Éducation Nationale :

Secrétaire Générale : Mr Mouloud Ahmed Ould Hassel, professeur, précédemment Directeur de l'Enseignement Supérieur

Directeur de l'Enseignement Supérieur : Mr Mouloud Hassan Ould Be Ould Guig, titulaire d'un Doctorat en droit, précédemment chargé de Mission au Secrétariat d'Etat à l'Etat Civil.

**ART. 2** - Le présent décret qui prend effet à compter du 1er Mars 1995 sera publié au Journal Officiel.

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports****ACTES DIVERS**

**ARRÊTÉ n° 377 du 31 Octobre 1995 portant Titularisation d'un professeur Licencié stagiaire.**

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Ahmed Salem Ould Brahim Professeur Licencié Stagiaire (indice 810) depuis le 1er octobre 1989, est titularisé Professeur licencié 1er échelon (indice 810) à compter du 4/2/93.

**ART. 2** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 387 du 8 Novembre 1995 portant nomination et Titularisation d'un Docteur en Médecine.**

**ARTICLE PREMIER** - Monsieur Harouna Kounté, Docteur en Médecine auxiliaire au Ministère de la Santé et des affaires Sociales depuis le 10/05/93, titulaire du diplôme d'Etat de Docteur en Chirurgie dentaire de l'université Anna Diop Dakar (Sénégal), est nommé et titularisé docteur en médecine (option chirurgie dentaire) 2e grade 1e échelon (indice 900) à compter du 6 Mai 1995, (ancienneté néant).

**ART. 2** - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 391 du 09 Novembre 1995 portant nomination et titularisation de deux Ingénieurs de l'Economie Rurale.*

ARTICLE PREMIER - Messieurs Boubacar Diop et Abdoulaye Maguiraga tous deux Ingénieurs Adjoints Techniques de l'Economie Rurale de 2<sup>e</sup> classe 6<sup>e</sup> échelon (indice 850) respectivement depuis les 26/11/92 et 20/10/92, titulaires du diplôme d'ingénieur des Sciences Appliquées (spécialité eaux et forêts) de l'Institut polytechnique rurale de Katibougou (Mali) sont à compter du 4 Août 1993, nommés et titularisés Ingénieurs de l'Economie Rurale de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (indice 900) A.C. néant.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 393 du 09 Novembre 1995 portant nomination et titularisation d'un administrateur des Régies Financières.*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Abdellah Ould Cheikh Sidia, administrateur auxiliaire au Ministère du Plan depuis le 22/01/90, titulaire du diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques (I.E.P) de Paris (Section Economique et Financière), est à compter de la même date nommé et titularisé administrateur des régies financières, 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 760) A.C. néant.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 398 du 11 Novembre 1995 portant Régularisation de la situation administrative d'un Professeur licencié.*

ARTICLE PREMIER - Mohamed Ould El Mehdi Ould Cheikh Mohamed professeur licencié auxiliaire depuis le 1/10/85, titulaire du diplôme d'El Ijaza El Alia de l'Université Islamique de Medecine en Arabie Saoudite, est à compter du 1/10/85, nommé professeur licencié stagiaire (indice 810)

ART. 2 - L'intéressé est à compter du 03/05/91, titularisé professeur licencié 1<sup>er</sup> échelon (indice 810) A.C. néant.

ART. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTE n° 400 du 11 Novembre 1995 portant nomination et titularisation d'un Docteur en Medecine*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Mohamed Lemine Ould Khaïry, Docteur en Medecine auxiliaire au Ministère de la Santé et des affaires sociales depuis le 12/5/93, titulaire du diplôme de Doctorat en medecine générale de l'Institut d'Etat de medecine de Stavropol (ex U.R.S.S), est nommé et titularisé docteur en médecine 2<sup>e</sup> grade 1<sup>er</sup> échelon (indice 900) à compter du 6/Mai/95 (ancienneté néant).

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.



*ARRÊTÉ n° 401 du 11 Novembre 1995 portant  
régularisation de la Situation d'un Fonctionnaire.*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Kane Brahim Infirmier  
Diplômé d'Etat 2<sup>e</sup> grade 3<sup>e</sup> échelon (indice 560) depuis  
le 11/7/90, titulaire du diplôme de Technicien  
Supérieur de l'Ecole Nationale de Santé Publique de  
Nouakchott, est à compter du 6/2/93 du point de vue  
Salaire nommé Technicien Supérieur de Santé  
Stagiaire 2<sup>e</sup> grade 1<sup>er</sup> échelon (indice 690) pendant  
un an.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal  
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 402 du 19 Novembre 1995 portant  
nomination et Titularisation d'un Technicien  
supérieur de Santé*

ARTICLE PREMIER - Madame Dado Diadié Camara  
Sage femme 2<sup>e</sup> grade 5<sup>e</sup> échelon (indice 740) depuis  
le 27/7/92, titulaire du diplôme Technicien supérieur  
de Santé de l'Ecole Nationale de Santé Publique de  
Nouakchott, est nommée et titularisée Technicien

supérieur de santé 2<sup>e</sup> grade 4<sup>ème</sup> échelon (indice 760)  
à compter du 10/7/93 du point de vue d'ancienneté et  
du 6/2/93 du point de vue salaire.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal  
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 403 du 19 Novembre 1995 portant  
nomination et Titularisation d'un Docteur en  
Pharmacie.*

ARTICLE PREMIER - Madame Marième Taghla mint  
Ahmedou, Docteur en Pharmacie auxiliaire en  
service au Ministère de la Santé et des affaires  
Sociales depuis le 1/5/1988, titulaire du diplôme de  
doctorat d'Etat en Pharmacie (option: Biologie) de  
l'Université de Cheikh Anta Diop de Dakar est  
nommée et titularisée Docteur en Pharmacie 2<sup>e</sup> grade  
1<sup>er</sup> échelon (indice 900) à compter du 25/3/1990 AC  
néant.

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal  
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## I - TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

*Récepié n° 1287 de déclaration d'une Association dénommée "Association pour le développement de la Wilaya de l'Assaba."*

*Le Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications :*

*Vu la loi n°64.098 du 9 juin 1964 et ses textes modificatifs*

*Vu la loi n°73.007 du 23 Janvier 1973*

*Vu la loi n°73.157 du 2 juillet 1973*

*Délivre, par le présent document, aux personnes ci après désignées le récépissé de déclaration d'association dénommée "Association pour le développement de la Wilaya de l'Assaba." régie par les textes ci-dessus énumérés.*

*Les pièces suivantes ont été approuvées :*

*Une demande de reconnaissance en date du 14/6/1995*

*Le procès verbal de l'Assemblée générale constitutive ;*

*Les statuts de l'association ;*

*Le règlement intérieur ;*

*Les responsables de ladite association sont tenues de donner à la déclaration qui fait du présent récépissé la publication exigée par les lois et règlements en vigueur et en particulier, ils feront procéder à son insertion au Journal Officiel conformément à l'article 12 de la loi 64.098 du 09 juin 1964 relative aux associations.*

*Toutes modifications apportées au statut de ladite association, tout changement intervenu dans son administration ou direction, devront être déclarés dans un délai de 3 mois au Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications (article 14 de la loi 64.098 du 09 juin 1964 relative aux associations).*

#### RUT DE L'ASSOCIATION

*L'association a pour objet :*

- conscientiser les citoyens de l'Assaba sur l'utilisation de l'environnement naturel ;
- encourager les initiatives privées et collectives pour la lutte contre le sous développement ;
- inciter les populations pour l'utilisation de l'Energie en substitution au bois ;
- participer à l'élaboration des projets intégrés et des plans de développement de la wilaya ;
- encourager l'enseignement original ;
- coopérer avec les autorités ONG nationales et internationales pour le développement de la wilaya sous réserve du respect des intérêts de la wilaya et des règlements de l'association.

SIEGE DE L'ASSOCIATION : Il est fixé à Nouakchott.

DUREE DE L'ASSOCIATION : sans limite.

COMPOSITION DU BUREAU EXECUTIF :

Président : Mohamed Lemine ould Mohamed El Hacen  
 vice président : Mme Khadimatou allah mint Abeine  
 responsable administratif : Abderahmane ould Sidi  
 Trésorier : Mohamed Mahmoud ould El Cheikh

trésorier adjoint : El Cheihani ould El Nahah  
 responsable des affaires sociales et culturelles : El Saleck ould Mohammed El Moustapha  
 contrôleur de gestion : Mohamed ould Sidi ould Ely.

#### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

BUREAU DE NOUAKCHOTT

##### AVIS DE BORNAGE

Le 15 Novembre 1995 à 10 heures 30 mn,  
 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Arafatt consistant en un terrain Bati d'une contenance de un are Cinquante Centaïre, connu sous le nom de lot n° 239, îlot SECT I et borné au nord par une rue SIN, à l'Est par le lot n° 241, au Sud par le lot n° 240 et à l'Ouest par le lot n° 237.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Yehia ould Bapat.

Suivant réquisition du n°

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière  
 DIOP ABDOUL HAMET

#### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

BUREAU DE NOUAKCHOTT

##### AVIS DE BORNAGE

Le 30 Novembre 1995 à 10 heures 30 mn,  
 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à carrefour consistant en un terrain Bati d'une contenance de 180 m2, connu sous le nom de lot n° 149 îlot E carrefour et borné au nord par le lot 148, sud par le lot 150, est par les lots 133 - 132 et ouest par une rue.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Sid'Ahmed ould Abdouly

Suivant réquisition du 10/09/1995, n° 595

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière

#### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS

BUREAU DE NOUAKCHOTT

##### AVIS DE BORNAGE

Le 30 Novembre 1995 à 10 heures 30 mn,  
 il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à carrefour consistant en un terrain Bati d'une contenance de 180 m2, connu sous le nom de lot n° 150 îlot E carrefour et borné au nord par le lot 149, sud par le lot 151, est par les lots 132 - 131 et ouest par une rue.

Dont l'immatriculation a été demandée par le Sieur Sid'Ahmed ould Abdouly

Suivant réquisition du 10/09/1995, n° 596

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le Conservateur de la Propriété Foncière